

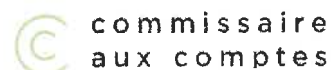
*Philippe KLUFTS*  
*Commissaire aux comptes*  
*161, rue André Bisiaux*  
*54320 MAXEVILLE*

**ASSOCIATION DE BELVAL**  
**Siège social : 13, route de la Verrerie**  
**88330 PORTIEUX**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31/12/2024*



---

*Commissaire aux comptes inscrit auprès de la Cour d'appel de Nancy*

*Siège social : 161, rue André Bisiaux 54320 MAXEVILLE – Tél. 03 83 53 16 79 – Fax 03 83 53 16 79*  
*Siret 450 729 504 00073*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31/12/2024*



commissaire  
aux comptes

*Commissaire aux comptes inscrit auprès de la Cour d'appel de Nancy*

**ASSOCIATION DE BELVAL**  
**Siège social : 13, route de la Verrerie**  
**88330 PORTIEUX**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31/12/2024*

Aux membres de l'Association de BELVAL,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DE BELVAL relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans



En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes



ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association

<sup>1</sup>Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à MAXEVILLE, le 25 avril 2025

Le Commissaire aux comptes

Philippe KLUFTS



# BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

## ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : **BELVAL - ASSOCIATION**

Norme Fiscale

Options : Avec écritures validées et NON validées - Sans les lignes vides

En Euro  
(Provisoire)

ACTIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024			Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	15 319.20	15 319.20		
Frais de recherche et de développement	10 620.00	3 085.33	7 534.67	7 959.47
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	531 237.01	285 047.16	246 189.85	262 095.52
Constructions	6 467 193.45	4 734 231.10	1 732 962.35	1 890 389.22
Installations techniques, matériels et outillage	798 146.01	650 052.82	148 093.19	155 732.80
Autres immobilisations corporelles	991 808.40	843 756.39	148 052.01	206 457.31
Immobilisations corporelles en cours	225 476.24		225 476.24	
<b>Immobilisations financières</b>				
Autres titres immobilisés	10 269.35		10 269.35	10 679.16
Autres immobilisations financières	8 333.33		8 333.33	8 333.33
<b>ACTIF IMMOBILISE - Total I</b>	<b>9 058 402.99</b>	<b>6 531 492.00</b>	<b>2 526 910.99</b>	<b>2 541 646.81</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	72 783.00	13 499.00	59 284.00	53 892.00
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	444 686.55	18 328.82	426 357.73	372 105.89
Autres créances	181 317.23		181 317.23	121 981.85
Valeurs mobilières de placement	2 110 716.00	1 903.84	2 108 812.16	1 901 749.61
Disponibilités	1 592 063.32		1 592 063.32	1 772 201.17
Charges constatées d'avance	5 909.53		5 909.53	5 535.73
<b>ACTIF CIRCULANT - Total II</b>	<b>4 407 475.63</b>	<b>33 731.66</b>	<b>4 373 743.97</b>	<b>4 227 466.25</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>13 465 878.62</b>	<b>6 565 223.66</b>	<b>6 900 654.96</b>	<b>6 769 113.06</b>

**BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS**  
**ANC 2018-06 et ANC 2019-04**Dossier : **BELVAL - ASSOCIATION**

Norme Fiscale

Options : Avec écritures validées et NON validées - Sans les lignes vides

*En Euro*  
(Provisoire)

<b>PASSIF</b>	<b>Exercice N 01/2024 - 12/2024</b>	<b>Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023</b>
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires	2 285 427.09	2 285 427.09
<b>Réserves</b>		
Réserves pour projet de l'entité	2 638 249.28	2 541 318.67
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	2 638 249.28	2 541 318.67
Report à nouveau	(86 722.12)	(32 085.46)
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	9 976.19	9 976.19
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	(42 822.29)	11 814.37
Excédent ou déficit de l'exercice	100 446.18	42 293.95
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>4 937 400.43</b>	<b>4 836 954.25</b>
Subventions d'investissement	124 980.59	133 635.93
<b>FONDS ASSOCIATIFS - Total I</b>	<b>5 062 381.02</b>	<b>4 970 590.18</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés	104 000.00	4 000.00
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II</b>	<b>104 000.00</b>	<b>4 000.00</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	538 722.32	612 720.88
Provisions pour charges		3 600.00
<b>PROVISIONS - Total III</b>	<b>538 722.32</b>	<b>616 320.88</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	508 579.01	566 679.03
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	142 496.56	124 297.10
Dettes fiscales et sociales	544 396.49	486 862.07
Autres dettes	79.56	363.80
<b>DETTES - Total IV</b>	<b>1 195 551.62</b>	<b>1 178 202.00</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III+ IV + V)</b>	<b>6 900 654.96</b>	<b>6 769 113.06</b>
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0.00	0.00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0.00	0.00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0.00	0.00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0.00	0.00
Dont à moins d'un an	0.00	0.00
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0.00	0.00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0.00	0.00



ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Norme Fiscale

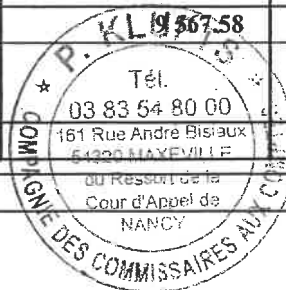
Dossier : BELVAL - ASSOCIATION

Options : Avec écritures validées et NON validées - Sans les lignes vides

En Euro

(Provisoire)

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	750.00	600.00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	201 072.97	201 948.21
Ventes de prestations de services	538 651.39	537 874.82
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 223 543.29	3 986 822.94
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	4 208 927.74	3 977 919.39
Ressources liées à la générosité du public	1 393.00	20.00
<i>Dons manuels</i>	1 393.00	20.00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	180 467.19	142 171.72
Autres produits	807 688.58	806 556.94
<b>Total I</b>	<b>5 953 566.42</b>	<b>5 675 994.63</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Variation de stocks	(3 955.00)	(7 578.00)
Achats de matières premières et autres approvisionnement	361 245.63	356 468.76
Autres achats et charges externes	629 885.85	552 018.60
Impôts, taxes et versements assimilés	223 812.46	235 707.83
Salaires et traitements	3 001 383.90	2 874 939.41
Charges Sociales	1 209 504.92	1 225 458.20
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	366 781.80	429 788.37
Reports en fonds dédiés	100 000.00	
Autres charges	1 729.95	931.75
<b>Total II</b>	<b>5 890 389.51</b>	<b>5 667 734.92</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>63 176.91</b>	<b>8 259.71</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	38 406.37	31 833.54
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	5 356.55	15 305.83
<b>Total III</b>	<b>43 762.92</b>	<b>47 139.37</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements aux dépréciations et aux provisions		7 260.39
Intérêts et charges assimilées	8 971.72	10 696.20
<b>Total IV</b>	<b>8 971.72</b>	<b>17 956.59</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>34 791.20</b>	<b>29 182.78</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>97 968.11</b>	<b>37 442.49</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	912.24	839.78
Sur opérations en capital	8 655.34	8 075.63
<b>Total V</b>	<b>9 567.58</b>	<b>8 915.41</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		78.06
<b>Total VI</b>		<b>78.06</b>



# COMPTE DE RESULTAT

## ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Norme Fiscale

Dossier : **BELVAL - ASSOCIATION**

Options : Avec écritures validées et NON validées - Sans les lignes vides

En Euro  
(Provisoire)

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>9 567.58</b>	<b>8 837.35</b>
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>	<b>7 089.51</b>	<b>3 985.89</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>6 006 896.92</b>	<b>5 732 049.41</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>5 906 450.74</b>	<b>5 689 755.46</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>100 446.18</b>	<b>42 293.95</b>



## Annexe

### PREAMBULE

L'Association de Belval a pour objet :

- D'accompagner des adultes en situation de handicap intellectuel en répondant aux demandes d'accueil temporaire ou d'urgence d'usagers nécessitant un hébergement protégé.
- De favoriser l'insertion des personnes dans un environnement économique et social permettant la valorisation tant personnelle que professionnelle, du public accueilli, leur formation et leur développement.
- De mener toute action nécessaire à la réalisation de ce but et relevant notamment de la réflexion et de l'innovation dans le contexte médico-social.

L'Association exercera son objet grâce aux moyens d'actions suivants :

- La création et la gestion d'établissements et services médico-sociaux dont la définition correspond au chapitre II, section 1, article 15 de la loi 2002.2 du 2 janvier 2002 et plus particulièrement :
  - D'un ESAT à vocation agricole et industrielle.
  - D'un Foyer d'hébergement avec service différencié pour travailleurs à temps partiel.
  - D'un Foyer de vie, avec accueil temporaire d'urgence.
  - D'un Foyer des aînés.
  - D'un Service d'accueil de jour.

Ces équipements offrant des possibilités de passerelle sur un même lieu de vie.

- La vente ou le négoce, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet et susceptible de contribuer à sa réalisation.
- De façon plus générale, elle disposera de tous moyens d'actions susceptibles de contribuer à la réalisation de son but.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 6 900 654 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 100 446,18 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 25/04/2025 pour le Conseil d'Administration.



## EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

### **1. Fonds dédiés à l'investissement**

Dotation pour investissements liés à l'accessibilité à hauteur de 35 000 €.

Dotation pour investissements liés à l'assainissement à hauteur de 65 000 €.

## PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### **1/ METHODE GENERALE**

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux dispositions du plan comptable des établissements et services sociaux et médico-sociaux privés en conformité avec le règlement ANC n°2018-06.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euros.

### **2/ PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

**Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.



#### **Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif. Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

#### **Stocks :**

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide. Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

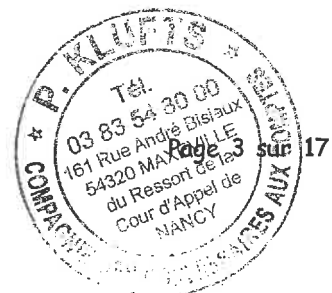
Le stock de bovins est valorisé au cours du jour de la date d'inventaire (31/12) auquel on applique une décote de 30%.

Les stocks des autres animaux sont valorisés au cours du jour de la date d'inventaire.

Les stocks de fourrages, céréales, aliments et divers sont valorisés au dernier prix d'achat.

#### **Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.



**Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

**Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata-temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans (âge maintenu malgré la réforme légale par mesure de simplification compte tenu de l'incidence non significative des modifications apportées sur le calcul de la provision pour l'exercice 2024) en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de l'association (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut mensuel)
- Données spécifiques à l'association (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales)
- Taux d'actualisation retenu à 3,35%.

**Contributions volontaires :**

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne sont pas comptabilisées en valeur mais elles sont détaillées par nature et par importance dans la partie note sur le résultat.

**3/ CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

La présentation des comptes annuels n'a pas été modifiée par rapport à l'exercice précédent. Elle répond aujourd'hui aux obligations du règlement ANC n° 2018-06.



# Annexe (suite)

## NOTES SUR LE BILAN ACTIF

### Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	25 939			25 939
Immobilisations corporelles	8 705 150	93 269	10 033	8 788 385
Immobilisations en cours	0	225 476		225 476
Immobilisations financières	19 012	90	500	18 602
<b>TOTAL</b>	<b>8 750 101</b>	<b>318 835</b>	<b>10 533</b>	<b>9 058 403</b>

### Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement	15 319			15 319
<b>TOTAL I</b>	<b>15 319</b>			<b>15 319</b>
Autres immobilisations incorporelles	<b>TOTAL II</b>	<b>2 661</b>	<b>424</b>	<b>3 085</b>
Terrains	269 141	15 906		285 047
Constructions				
sur sol propre	4 530 249	203 982		4 734 231
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	621 940	32 187	4 074	650 053
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport	185 485	26 346		211 831
Matériel de bureau et informatique	372 674	28 036	838	399 872
Emballages récupérables et divers	210 986	26 189	5 121	232 054
<b>TOTAL III</b>	<b>6 190 474</b>	<b>332 647</b>	<b>10 033</b>	<b>6 513 088</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>6 208 454</b>	<b>333 071</b>	<b>10 033</b>	<b>6 531 492</b>



### Réévaluation

	Avant rééval	Ecart rééval	Valeur rééval
Immobilisations corporelles :			
Terrains			
Constructions			
Install. Tech., matériel et outillage industriel (le cas échéant)			
Autres			
Immobilisations financières :			
Titres immobilisés (le cas échéant)			
<b>TOTAL</b>			

### Eléments constitutifs des frais d'établissement

Néant.

### Eléments constitutifs des frais de recherche immobilisés

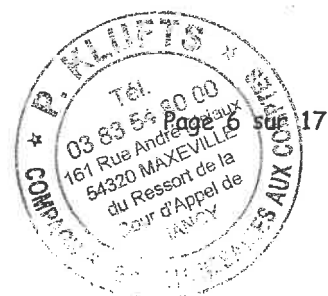
Néant.

### Eléments constitutifs du fonds commercial

Néant.

### Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises				
Matières premières	12 950	9706		22 656
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements	55 878		5 751	50 127
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
<b>TOTAL</b>	<b>68 828</b>	<b>9 706</b>	<b>5 751</b>	<b>72 783</b>





*Etat des créances et charges constatées d'avance*

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers	444 687	444 687	
Autres créances	16 555	16 555	
Charges constatées d'avance	5 910	5 910	
<b>TOTAL</b>	<b>467 152</b>	<b>467 152</b>	

*Etat des produits à recevoir*

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	164 762
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	
<b>TOTAL</b>	<b>164 762</b>

*Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif*

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours	14 936		1 437	13 499
Comptes de tiers	18 329			18 329
Comptes financiers	7 260		5 356	1 904
<b>TOTAL</b>	<b>40 525</b>		<b>6 793</b>	<b>33 732</b>

*Etat des valeurs mobilières de placement*

Valeurs mobilières de placement	Val. comptable	Val. à la clôture	+Value latente	-Value latente
TITRES PLACEMENT	2 110 716	2 108 812		1 904
<b>TOTAL</b>	<b>2 110 716</b>	<b>2 108 812</b>		<b>1 904</b>



## Annexe (suite)

### NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### *Fonds associatifs*

Postes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise :				
Fonds propres statutaires	2 285 427			2 285 427
Fonds associatifs avec droit de reprise :				
Ecarts de réévaluation :				
Dont Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise				
Réserves :				
Réserves pour projet de l'entité	2 541 318	96 931		2 638 249
Report à nouveau :				
Report à nouveau créditeur	21 791	36 516	11 814	46 492
Report à nouveau débiteur	-53 876	-79 338		-133 214
Excédent ou déficit de l'exercice	42 294	185 342	127 190	100 446
<b>SOUS TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I)</b>	<b>4 836 954</b>	<b>239 451</b>	<b>139 004</b>	<b>4 937 401</b>
Fonds propres consommables :				
Subventions d'investissement :	133 636		8 655	124 981
Provisions réglementées :	0			0
<b>SOUS TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (II)</b>	<b>133 636</b>	<b>0</b>	<b>8 655</b>	<b>124 981</b>
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I+II)</b>	<b>4 970 590</b>	<b>239 451</b>	<b>147 659</b>	<b>5 062 381</b>



*Report à nouveau avant répartition du résultat*

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs (attente d'affectation)	133 214	36 516
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		9 976
Report à nouveau des activités propres de l'association		
<b>SOLDE</b>	<b>86 722</b>	

*Analyse des fonds dédiés*

Nature des fonds	A l'ouverture	Aug. engag. à réaliser sur subv. attribuées	Diminutions fonds dédiés util. Au cours de l'exercice	A la clôture	Dont part non mouvementée depuis au-2ans
Fonds dédiés à l'investissement (climatisation)	4 000			4 000	
Fonds dédiés à l'investissement (accessibilité)		35 000		35 000	
Fonds dédiés à l'investissement (assainissement)		65 000		65 000	
<b>TOTAL</b>	<b>4 000</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>104 000</b>	



## Subventions d'investissement

### Subventions

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
CD 88	Création Buanderie	32 319			32 319
CD 88	Extension FAS	19 666			19 666
CD 88	Extension parking	30 000			30 000
CD 88	Transformateur	9 860			9 860
EDF	Certificat	15 217			15 217
ARS	Hangar agricole	40 000			40 000
ARS	Sanitaires Esat SI	11 913			11 913
ARS	Sanitaires Esat SI	11 000			11 000
ARS	Allées accès serres	12 323			12 323
ARS	Extension parking	7 500			7 500
ARS	Transformateur	7 140			7 140
FATESAT	Machine à souder	7 365			7 365
TOTAL		204 303			204 303

### Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
ARS	Divers	28 183	4 172		32 355
CD88	Divers	40 113	2 568		42 681
EDF	Economie Energie	1 898	863		2 761
FATESAT	Machine à souder	473	1 052		1 525
TOTAL		70 667	8 655		79 322



*Provisions pour risques et charges*

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL (I)</b>	<b>0</b>			<b>0</b>
Provisions pour litiges	14 700			14 700
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	455 071	33 711	104 760	384 022
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions	140 000			140 000
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	6 550		6 550	0
<b>TOTAL (II)</b>	<b>616 321</b>	<b>33 711</b>	<b>111 310</b>	<b>538 722</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>616 321</b>	<b>33 711</b>	<b>111 310</b>	<b>538 722</b>
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles				

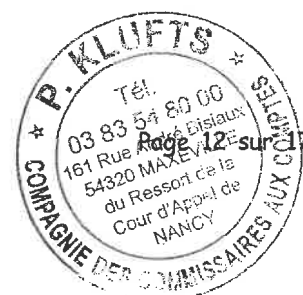


**Etat des dettes et produits constatés d'avance**

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	508 280	60 905	114 609	332 766
Dettes financières diverses	299	299		
Fournisseurs	142 497	142 497		
Dettes fiscales et sociales	544 396	544 396		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	80	80		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>1 195 552</b>	<b>748 177</b>	<b>114 609</b>	<b>332 766</b>

**Charges à payer par poste de bilan**

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	
Dettes fiscales et sociales	
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	



## Annexe (suite)

### NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### *Subventions d'investissements*

- Montants reçus pendant l'exercice : 0.00 €

#### *Subventions de fonctionnement*

- Conseil Départemental : 3.431.918

- ARS : 777 010 €

- PAC : 13 982 €

#### *Subventions d'exploitation*

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
Conseil Départemental	Hébergement	3 448 584	3 431 918	0	0	0
ARS	Esat	777 010	777 010	0	0	0
PAC	Ferme	13 982	13 982	0	0	0
<b>TOTAL</b>		<b>4 239 576</b>	<b>4 222 910</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



Ventilation du résultat des comptes sociaux :

### Analyse du résultat

- Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

**KLUTTS**  
Tél. 9 567  
03 83 54 80 00  
161 Rue André Bisiaux  
54320 MAXEVILLE  
du Ressort de la  
Cour d'Appel de  
NANCY  
COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



### Information sectorielle

	Déficit	Excédent
Parts du résultat sur gestion libre		79 106
Parts du résultat sur gestion conventionnée (à détailler par activité et par établissement le cas échéant)		
Foyers		26 898
Esat	5 558	
Résultat comptable		100 446

### Passage du résultat comptable au résultat administratif

	Différence de traitement
Résultat comptable	100 446,18
Variation provision pour congés payés + charges	+21 654,50
Variation provision complémentaire IDR	-18 703,56
Variation provision « rémunération des travailleurs »	-3 806,00
Résultat administratif	99 591,12

### Ventilation de l'IS

	Base	Impôt sur les sociétés
Produits financiers Association	25 922	5 251
Produits financiers ESat	535	128
Produits financiers SC	9 317	1 719
Total IS		7 089



### *Contributions volontaires en nature (CVN)*

Le Conseil d'administration a pris la décision de ne pas comptabiliser les CVN car elles ne sont pas significatives au regard du nombre d'heures effectuées sur l'exercice

Elles sont constituées principalement d'interventions de personnels bénévoles.

	Nombre d'heures
Administrateurs	109,00
Membres de l'Association	20,00
Conseil de la Vie Sociale	16,50
Particuliers (Animations)	260,00
<b>Total</b>	<b>405,50</b>

## **Annexe (suite)**

### **AUTRES INFORMATIONS**

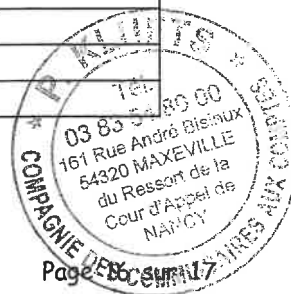
#### *Engagements et sûretés réelles consenties*

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

	Montant des dettes	Sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit	46 923	Caution Crédit Coopératif
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
<b>TOTAL</b>	<b>46 923</b>	



### **Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés**

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 384 022,32 €.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur:

- le salaire mensuel moyen de l'année
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 60-67 ans
- le taux de rotation du personnel : Turn-over faible
- le taux moyen d'augmentation des salaires
- le taux d'actualisation retenu : 3.35%
- le taux moyen des charges sociales : 52%

### **Effectif moyen**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	6	0
Non cadres	65	0
<b>TOTAL</b>	<b>71</b>	<b>0</b>

### **Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 7 717 €.




*Philippe KLUFTS*  
*Commissaire aux comptes*  
*161, rue André Bisiaux*  
*54320 MAXEVILLE*

**ASSOCIATION DE BELVAL**  
**Siège social : 13, route de la Verrerie**  
**88330 PORTIEUX**

---

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**  
**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le**  
**31/12/2024**

 **commissaire  
aux comptes**

---

*Commissaire aux comptes inscrit auprès de la Cour d'appel de Nancy*

*Siège social : 161, rue André Bisiaux - 54320 MAXEVILLE - Téléphone : 03 83 53 16 79 - Fax : 03 83 53 16 79*  
*Siret 450 729 504 00073*

**ASSOCIATION DE BELVAL**  
**Siège social : 13, route de la Verrerie**  
**88330 PORTIEUX**

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**  
**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le**  
**31/12/2024**

Aux Membres de l'Association

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé(s) ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. [Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT<sup>1</sup>**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à MAXEVILLE, le 25 Avril 2025  
Le Commissaire aux comptes  
Philippe KLUFTS

